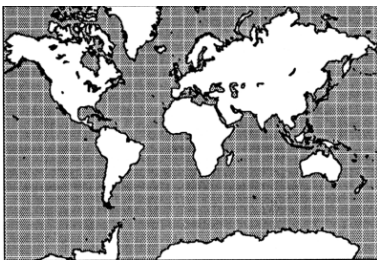


<https://collectiflieuxcommuns.fr/?202-2007-l-oligarchie-s-affirme>



2007, l'oligarchie s'affirme

- Nos textes - Textes de sympathisants - Fargette G. -



Date de mise en ligne : jeudi 2 juillet 2009

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Texte extrait du bulletin de G.Fargette Â« Le crépuscule du XXIème siècle Â», n° 18-19-20, mai 2008

2007, l'oligarchie s'affirme

Une victoire déconcertante ?

La victoire électorale de Sarkozy en mai 2007 présente des caractéristiques curieuses, mais bien peu se sont interrogés sur leurs implications véritables. La confusion politique s'est accrue, et cette pénombre de la réflexion est hantée par toutes les rhétoriques rebattues d'une gauche à la dérive, depuis la crainte d'un nouveau bonapartisme, jusqu'à un pétainisme aussi mou qu'obsessionnel. Les sacerdotes du politiquement correct comme toutes les variétés de stalino-gauchistes semblent ne pouvoir motiver leur "engagement" qu'à la condition de définir l'adversaire comme un avatar du "fascisme". Tous ces idéologues tournent en rond dans les décombres de leurs références fétichisées.

Les deux moteurs de son succès

- répondre à l'horreur publique des violences de 2005

Sarkozy a d'abord bâti son succès personnel sur une série de défaillances de ses adversaires, aussi bien dans son propre camp que chez ses rivaux institutionnels du PS. Il s'est imposé par défaut, mais l'étendue de son succès électoral en mai 2007 a été systématiquement sous-estimée : si l'on prend en compte le regain de participation électorale dans les ban- lieues, parmi des populations qui ne votaient guère jusque- là ou qui avaient cessé de voter (voir La Démocratie de l'abstention, de C. Braconnier et J-Y Dormagen), force est de constater qu'il a obtenu nettement plus de voix que ses prédécesseurs . Ce glissement s'est révélé particulièrement notable dans les couches populaires, dès avant la période électorale. Il fallait être au contact direct de ces milieux, dans les entreprises notamment, pour pressentir à quel point les violences d'octobre et novembre 2005 n'étaient pas passées. Ces populations plus que modestes se sont senties, à bon droit, les cibles prioritaires de ces violences. Elles ont logiquement recherché une réponse collective face à ces comportements, tout en évitant l'ouverture d'une confrontation quotidienne et stérile, qui ne pourrait qu'attiser l'atmosphère de guerre civile latente qui s'est instaurée dans le pays depuis quelques années. Ces populations étaient au fond, comme pour l'affaire du voile à l'école publique en 2003-2004, à la recherche d'une solution utilisant des leviers institutionnels court-circuitant les abjects rapports de force locaux.

Tous les clercs, des militants aux journalistes, ont occulté cette suffocation aussi silencieuse que gigantesque produite par les violences de 2005. Le succès de Sarkozy s'est d'abord bâti sur ce déplacement massif dans une opinion exaspérée puisque, pour le reste, les candidats ont recueilli les réserves de voix qu'ils pouvaient attendre et qui sont d'un ordre de grandeur voisin (la similitude profonde des programmes concurrents explique cet équilibre statistique fondamental). Le lumpen-prolétariat, la "racaille" comme on dit dans les cités de banlieue, aura donc été le principal levier de cette victoire de Sarkozy , ce qui vient confirmer une fois de plus le lien d'interaction organique qui existe aujourd'hui entre l'oligarchie et ce lumpen-prolétariat.

Et de même que la victoire électorale du PS de Jospin en 1997 fut le seul débouché des réactions sociales de 1995,

de même l'élection de 2007 aura été le principal résultat du rejet des comportements violents d'octobre-novembre 2005. Dans les deux cas, il s'agit d'une impasse historique, puisque l'issue est fictive. L'escroc Sarkozy ne tiendra pas ses promesses de "sécurité". 1997 et 2007 montrent à quel point les structures politiques établies réussissent à entretenir le blocage de la société française.

Le vote moderne dans ce qui n'est qu'un régime oligarchique et non pas démocratique, contrairement à la propagande massive qui sature tout l'espace public, est en effet principalement un vote contre et non pour. On vote contre quelqu'un, contre des mesures redoutées, contre une situation déclarée insupportable, etc. Reconnaître que la partie décisive du vote Sarkozy a été le produit direct des violences de 2005, jusque et surtout dans les couches populaires, est une formulation impensable pour les sacerdotes de la gauche caviar et du stalino-gauchisme. Ces deux espèces sont demeurées prisonnières des catégories figées, héritées du vieux mouvement ouvrier que le stalinisme a si désastreusement massacré et finalement détruit sans retour depuis une cinquantaine d'années.

- l'assurance que les promesses de la société de consommation seraient maintenues

Le seul message d'allure affirmative au milieu de toutes les annonces fumeuses de Sarkozy était que le "pouvoir d'achat" serait non seulement maintenu mais amélioré. La portée de cette question est également incomprise de toutes les variétés de la "gauche", persuadés que cela constitue leur terrain. Il s'agit pourtant d'une promesse qui excède la dimension que les syndicalistes aiment à qualifier de "revendications immédiates". Comme pour le refrain de la sécurité, cette thématique affirmait que l'État prendrait des mesures renforçant le cocon protecteur de la société de consommation, à tous les niveaux du lien social. Il s'agissait, là aussi, d'une promesse de réponse à une attente anthropologique de plus en plus forte.

Les rivaux de Sarkozy ne pouvaient rien proposer de qualitativement différent. Les discours de fermeté apparente d'une S. Royal n'ont su que s'appuyer sur la dénonciation hystérique de son adversaire, à peine plus guignolesque qu'elle, mais cette dénonciation confortait précisément l'apparence de consistance du sarkozysme qui n'est pourtant rien de plus qu'une ambition personnelle sur pattes, vide de tout autre contenu affirmatif pratique.

Cet éclairage permet de comprendre à quel point le vote Sarkozy n'a en rien signifié une adhésion à son prétendu "programme". Cela s'est d'ailleurs vérifié dès les élections législatives qui ont suivi son élection présidentielle. Le projet de "TVA sociale" (une antiphrase intéressante, caractéristique des mensonges contemporains) ayant été révélé entre les deux tours législatifs, le nombre des voix qui s'étaient portées sur Sarkozy a subi un fléchissement si marqué que la gauche a récupéré à l'improviste 80 places de député : cette abstention instantanée de la base populaire provisoirement sarkozyste a montré ce qu'il en était de sa prétendue adhésion aux mesures oligarchiques qui se laissaient entrevoir. Cela a eu pour résultat de priver la droite d'une majorité parlementaire qui lui aurait permis de manipuler la Constitution à sa guise...

Le personnage

De fait, dès le premier soir de son élection, l'in vraisemblable scène du banquet au restaurant huppé du Fouquet's (sur l'avenue des Champs Élysées) avec les principaux oligarques de l'économie française, suivie de mise en scène place de la Concorde avec diverses figures de l'industrie du divertissement, dessinaient la nouvelle allure de la fonction présidentielle. Les quelques jours de vacances qui suivirent sur le yacht d'un milliardaire français, Bolloré, en guise de "retraite" pour méditer sur les responsabilités nouvelles, ont achevé de donner le ton. L'oligarchie, à l'image de ce parvenu typique qu'est Sarkozy, ne veut plus se faire discrète. Elle est si convaincue de la légitimité de sa position, qu'elle considère pouvoir en faire étalage, le public devant se réduire à une masse d'admirateurs désireux de partager un sort si "fortuné". Cette impression n'est pas totalement erronée, comme le montre la quantité faramineuse de jeunes candidats aux émissions dites, par antiphrase toujours, de "télé-réalité" ou de "star-académie". Mais elle ne peut suffire précisément parce que la logique de la situation jette hors du cocon

consommationniste des tranches croissantes de population, et que celles-ci ne peuvent longtemps se raconter d'histoires à ce sujet.

Ce Sarkozy, qui sait surtout grimper dans les appareils, faire sa cour aux puissants, et accaparer des places, n'a rien d'un bonapartiste déguisé en technocrate ni d'un converti au libéralisme idéologique. Toutes les dénonciations qui l'ont conforté ont montré l'indigence des opérations de démonisation. Il est apparu dans un vide politique très particulier, hérité du système de camarilla chiraquienne que son prédécesseur momifié avait mis en place. La conspiration fondée sur les faux listings de Clearstream, qui devaient déconsidérer Sarkozy, était le symbole éclatant de cette dégénérescence. Mais l'évolution du pouvoir de Mitterrand, dont le principal rôle politique, méconnu, a consisté à ratifier le fonctionnement oligarchique du régime de la Vème république, et à le rendre irréversible, avait suivi exactement la même pente. Les étranges "suicides" dans son entourage au crépuscule de son règne (de Grossouvre, Bérégovoy, etc.) disent assez le climat qui y régnait. Sarkozy n'a nullement rompu avec ces moeurs, comme le démontre la vitesse à laquelle d'anciens mitterrandiens, courtisans dans l'âme, comme l'inénarrable G.-M. Benhamou, l'ont rejoint. Sa victoire arithmétique est une conséquence de l'usure interne du régime, qu'elle prolonge sur un mode nouveau au lieu de l'enrayer. Pour Sarkozy et ceux qui l'ont rallié, la corruption est l'essence du lien social "moderne". C'est d'ailleurs une excellente définition de la mentalité oligarchique.

Les commentateurs les plus virulents dénoncent en Sarkozy un monarque ridicule, mais là encore ils passent à côté des particularités oligarchiques du personnage, qui est avant tout un brasseur d'air. Toutes ses mesures semblent marquées du sceau de l'improvisation et d'opérations tactiques à courte vue, doublées d'extravagances que ses conseillers (le véritable gouvernement, de fait) s'efforcent d'atténuer ou de traduire en élément politique point trop incohérent. Sa volonté aussi loufoque que consternante de faire parrainer un enfant juif mort en déportation par chaque enfant de collège à l'avenir n'en a été que l'échantillon le plus manifeste. Ce travers ne peut que s'aggraver étant donné le caractère inamovible du poste qu'il occupe : la droite et les forces institutionnelles se retrouvent dans la situation de la bureaucratie soviétique dans les années 1980. Si la tête du comité central et du bureau politique, c'est-à-dire le "secrétaire général", se lance dans des opérations catastrophiques pour le régime, rien ne peut vraiment arrêter le char de l'État, qui poursuivra sa course vers l'obstacle. Le pro-américanisme caricatural et démonstratif de Sarkozy n'est sans doute qu'une loufoquerie de plus, en décalage marqué avec les tendances intimes des "élites françaises", malades de jalousie devant la puissance des États-Unis.

Ses apparitions picaresques "sur le terrain" montrent qu'en général il ne connaît même pas les dossiers dans lesquels il prétend intervenir en sauveur miraculeux, contrairement à la réputation sur mesure que tous les média lui ont bâtie (après sa visite aux ateliers du Landy, à la SNCF, l'embarras de la direction de l'entreprise et du ministère du Travail étaient extrêmes, tant ses déclarations improvisées avaient contredit les lignes de fond de la réforme en cours !). Ils ont finalement tous faits, y compris les syndicats, comme si cet "hyper-président" bondissant n'avait rien dit, et tout le monde est discrètement passé à la suite des négociations. Sarkozy a surtout développé une capacité particulière, sentir ce que le public attend qu'il dise, et il le clame sans état d'âme, sans se préoccuper des réalités qui le contraindront à se dédire presque aussitôt. À la manière d'un Chirac, mais de façon encore plus mécanique, il parle comme s'il était en campagne électorale permanente, dans l'illusion que les moments de vérification ne viendront jamais. Mais comme il se met en première ligne, il ne peut faire porter la responsabilité de ses bévues sur ses collaborateurs. Ses déclarations démagogiques pour les pêcheurs du Guilvinec, ou les métallurgistes de Gandrange, etc., seront ainsi inévitablement démenties par les contraintes réglementaires européennes, de la même manière que ses promesses d'avril-mai 2007 sur le "pouvoir d'achat" se sont évaporées au début de 2008. Il y a là un étrange signe d'amateurisme, qui relève sans doute de particularités personnelles. On peut même se demander si son origine partiellement étrangère ne lui a pas fait manquer quelques codes sociaux cruciaux dans la perception des convenances dont vit tout pouvoir dans ce pays. Mais cette inconséquence ou cette faille répond à la volonté de transnationalisation des "élites" oligarchiques. Elle ne peut que s'ancrer dans leurs nouveaux modes de représentation publique, quelles qu'en soient les conséquences.

Certaines erreurs ne laissent cependant pas d'étonner : Sarkozy s'imagine que les artifices qui l'ont, un court

moment, si bien servi sur la scène politique française auront le même effet à l'extérieur. Mais comme il ne contrôle pas les appareils médiatiques étrangers, ni les équipes entourant les chefs d'État, il ne cesse d'enregistrer des humiliations notables : depuis l'entourage d'A.Merkel, qui a tout de suite perçu l'inconsistance du personnage en le surnommant ouvertement "Mister Bla-bla", en passant par Khadafi venu faire un tour à Paris, tel un pillard bédouin effectuant une reconnaissance des lieux avant de lancer ses razzias. Ses projets d'union euro-méditerranéenne ont réussi à lui aliéner instantanément l'Allemagne, qui perçoit très bien le grand écart géopolitique que cela provoquerait et mesure par avance les effets néfastes de cette sarkozade. Cette inconséquence géo-politique est gravissime pour le projet européen qu'il dit par ailleurs avoir "sauvé" avec l'escamotage du refus référendaire français sur le traité européen. Mais même cet escamotage ne lui revient pas : il était en cours sans lui. Comme pour la libération des infirmières bulgares des griffes de la Libye, Sarkozy s'est contenté de tirer la couverture à lui une fois le travail accompli par d'autres, plus discrets.

Le plus important est de comprendre qu'une telle attitude de brasseur d'air n'a rien de nouveau : elle s'était manifestée dès l'opération manquée du référendum sur la Corse il y a quelques années, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur. Ses déclarations sur la sécurité tout au long de ses années sont également restées des effets d'annonce, mais une fois de plus, les chiffres de la délinquance ont été produits en fonction de la popularité du ministre auprès de la base policière et non d'une réalité sécuritaire en dégradation constante. Lorsque la poussière de l'agitation médiatique retombe (la force gravitaire existe encore malgré les théories "post-modernes"), on s'aperçoit à chaque fois que rien de fondamental n'a changé. Le sarkozysme se résume à une production continue d'annonces qui ne supportent pas la relecture.

Les mœurs des oligarchies modernes

Seule l'analyse qui part de la pulvérisation des classes sociales depuis une cinquantaine d'années, tendance qui s'est emballée à partir des années 1980, permet de comprendre la cohérence des tendances en cours. Dans un cadre où disparaissent les mécanismes de différenciation sociale classiques, la hiérarchisation sociale ne s'évapore pas. Elle emprunte de nouvelles voies, plus transversales, et difficilement repérables pour les explications héritées. Les marxistes de tout acabit se rabattent sur des fantômes de sujets sociaux, de plus en plus éloignés de leurs aspirations officielles, quitte à encourager les barbaries de tout poil (leur admiration ouverte ou masquée pour les incendiaires de bus, les tueurs de retraités, etc., les trahit sur le terrain même où ils espèrent trouver un nouveau point d'ancrage). Le magistère de la parole incendiaire, dont les imams fanatiques se sont emparé, les fascine tout autant, et la criminalité de prétendus "révoltés" qui ne savent que transformer une jeune sénégalaise en torche vivante (comme à l'automne 2006 dans une banlieue de Marseille) les fait frissonner de passion. Ces stalino-gauchistes ne peuvent se défaire de leur cécité centrale : les populations de toutes les sociétés de la planète veulent intégrer la société de consommation et rien d'autre. Les discours sur les "pauvres immigrés" oublient ainsi deux éléments fondamentaux : ceux qui réussissent à pénétrer en Occident sont loin d'être les plus pauvres dans leur pays d'origine ; et par-delà leurs récriminations plus ou moins doloristes, rhétorique obligée dans leur situation, ils n'envisagent nullement un autre monde, ils veulent seulement consommer, et le plus possible. Et ils y parviennent finalement, bien que trop lentement à leur goût. L'humeur critique des années 1960 qualifiait de "course de rats" cet état d'esprit où l'important est de se pousser en avant, quitte à utiliser des arguments à première vue irréfutables (contre l'inégalité subie par les femmes, contre la pauvreté dont le Tiers-monde est accablé, etc.).

Cette adhésion généralisée et exclusive au type de société "moderne" va très au-delà de ce qu'attendaient les partisans du désordre établi. C'est même l'étendue de ce succès qui commence à leur causer le plus de soucis.

L'oligarchisation croissante de toutes les sociétés de la planète constitue une réponse historique tâtonnante au gigantesque problème qui résulte, pour parler en langage marxiste, d'une atteinte des limites d'un mode de production, ou en langage plus général, d'un épuisement anthropologique de sociétés issues d'une histoire séculaire, car il en va bien plus que des seules questions matérielles.

Les mécanismes de l'industrialisation commencent à sortir de leur situation de "transitoire" historique, parce qu'ils atteignent de toutes parts les limites de la biosphère. Non seulement les sources fossiles d'énergie s'épuisent, mais la pénurie de métaux comme le cuivre s'annonce, et même l'or semble atteindre son pic de Hubbert (c'est-à-dire que plus de la moitié des réserves de la planète ont été exploitées), et il serait terrible de s'attarder sur l'état des sols agricoles, brûlés par les engrais, ou sur les pesticides qui empoisonnent des continents entiers.

Quand on prend en compte l'importance des déchets (notamment de plastique), il apparaît que l'espèce humaine rencontre une difficulté bien connue en zoologie : plus elle sature son biotope, moins elle parvient à repousser les "externalités" à l'extérieur de son monde. Cette atteinte des limites ramène sur le devant de la scène les processus politiques, qu'ils soient volontaires ou subis : à l'encontre des discours objectivistes hérités, la dimension économique se trouve partout subordonnée à des logiques anthropologiques. Ce n'est pas nouveau, puisque l'économie n'a jamais été autonome, et que sa raison d'être a toujours été de constituer le levier de la puissance (c'est-à-dire de la domination d'êtres humains sur leurs semblables), contrairement à ce que martèlent depuis un siècle et demi au moins les discours jumeaux du marxisme et du libéralisme. La nouveauté, c'est que ce facteur anthropologique endogène exerce désormais des effets qui interagissent avec d'autres facteurs (comment l'espèce s'inscrit dans son milieu, comment elle se reproduit, etc.).

Etablir une grille d'analyse nouvelle

L'improvisation historique de la mutation oligarchique des sociétés "modernes" n'a été prévue par aucune analyse établie. Les marxistes qui envisageaient l'avenir sur le mode d'une "décadence du mode de production capitaliste" auraient pourtant quelques points de départ pour saisir ce qui se dessine, mais ils n'osent jamais aller au-delà de cette hypothèse, parce qu'il leur faudrait sortir du cadre d'"explication" qu'ils fétichisent et abandonner le prophétisme triomphal qui demeure au coeur de leur posture.

Sur un plan strictement intellectuel, une lecture sérieuse de quelques auteurs, Polanyi, Wittfogel, Adorno et Castoriadis, permet d'acquérir la plupart des leviers d'analyse sur le cours désastreux de la situation présente, mais cela implique de commencer par renoncer explicitement à toute vision métaphysique de l'histoire. L'humeur de l'époque ne s'y prête guère.

La première condition d'une analyse politique actuelle devrait donc être de faire le départ entre ce qui relève de la "démocratie" et du régime oligarchique. Or, presque personne ne semble désireux de mettre en évidence cet écart. Le premier credo, qui gouverne toute la confusion contemporaine, c'est que nous serions en "démocratie". Il suffit de rappeler que le vote à bulletin secret est toujours passé dans les analyses politiques classiques (depuis Aristote jusqu'à Machiavel ou Bodin) pour le critère du régime oligarchique, et que ce type de régime partage avec la démocratie une caractéristique fondamentale : le lieu du pouvoir est vide ; autrement dit, il n'est pas incarné. C'est sur ces points de contact entre les deux types de régime, vote et lieu de pouvoir désincarné, que la confusion politique dominante fait fond. Dans le discours officiel, tout ce qui n'est ni une dictature ouverte ni un régime totalitaire devrait être qualifié de "démocratie", par défaut. Mais contrairement à ce que la propagande officielle assène sans arrêt, la démocratie n'est pas une simple question de forme : la correspondance entre les actes et les paroles, l'absence d'une couche professionnelle de politiciens et l'intervention pratique des populations sur le terrain où se décide leur sort, en seraient les conditions préalables.

Les régimes oligarchiques se sont partout substitués aux démocraties tendanciennes qui existaient il y a une cinquantaine d'années : l'affrontement avec les régimes totalitaires a joué un rôle particulièrement délétère, n'importe quel régime étant au fond préférable à cette réalisation techniquement équipée de l'enfer sur terre. Les partisans des régimes oligarchiques ont beau jeu de s'appuyer sur l'adhésion profonde des populations à la société de consommation. Celles-ci aspirent effectivement au type de société qui a accordé un "niveau de vie" général jamais vu dans l'histoire, même s'il peut paraître toujours insuffisant, en échange d'une passivité et d'une irresponsabilité

politiques nouvelles.

La difficulté excède donc la simple confusion de terminologie : aucune procédure démocratique ne permet d'éluder le dilemme déjà perçu par E. de La Boétie dans son "Discours sur la servitude volontaire" et dont on peut tirer un enseignement actuel : un peuple dont les couches opprimées ne souhaitent pas la liberté, ni ne vivent la passion de se diriger elles-mêmes, ne peut être amené de force à un changement de société. On n'est jamais forcé d'aimer la liberté.

C'est donc aux caractéristiques de la société de consommation qu'il faut s'intéresser. L'impossibilité de son développement ultérieur et même de son maintien en l'état, alors qu'elle est devenue la seule aspiration collective véritable, constitue la contradiction insoluble et dominante depuis quelques décennies. Cette société de consommation nous paraît familière et ses mécanismes nous semblent connus, mais nous ne percevons tout simplement pas la portée de ses caractéristiques anthropologiques.

L'anecdote sarkozyste perd ses aspects énigmatiques à la lumière de ce type d'analyse, et d'elle seule.

Paris, le 1er mars 2008